

Bulletin de veille Souveraineté Alimentaire n° 11 - jeudi 3 décembre 2009

Ci-dessous un nouveau numéro du Bulletin de Veille sur la Souveraineté Alimentaire.
Si vous souhaitez contribuer, n'hésitez pas à prendre contact : veille@inter-reseaux.org
Bonne lecture.

Les équipes d'Inter-réseaux et de SOS Faim
www.inter-reseaux.org et www.sosfaim.org

... :: : POLITIQUES AGRICOLES**Prix et risques de marché : les agriculteurs face à la volatilité des cours****FARM, novembre 2009**

Depuis quelques années, les marchés agricoles sont marqués par une très grande instabilité. Après la flambée de 2008, les cours de la plupart des produits agricoles ont baissé, mais restent historiquement élevés, notamment en Afrique. Le colloque de novembre 2009, « Prix et risques de marché : les agriculteurs face à la volatilité des cours », organisé par le CSAAD, FARM, l'IGPDE et Pluriagri, s'est intéressé à la variabilité des prix agricoles, à ses impacts sur les producteurs et les consommateurs et aux outils qui peuvent être mis en œuvre pour gérer les risques de marché. L'accent a été mis en particulier sur les conséquences qui en découlent pour les politiques publiques, au Nord comme au Sud. Les documents et présentations de la conférence sont téléchargeables.

<http://www.fondation-farm.org/spip.php?article651>

Sécurité alimentaire : des outils à la carte pour stabiliser les prix**Cirad, 23 novembre 2009**

La crise alimentaire de 2007-2008 a remis l'instabilité des prix au cœur des débats. Une étude coordonnée par le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad) montre que, contrairement à ce que l'on pensait jusqu'alors, gérer le risque issu de l'instabilité des prix par le recours aux marchés à terme et à l'aide alimentaire ne suffit pas. Il est nécessaire de stabiliser les prix et pour ce faire, l'intervention de l'État est indispensable.

<http://www.cirad.fr/actualites/toutes-les-actualites/articles/2009/science/securite-alimentaire-stabiliser-les-prix>

Le gouvernement fait la sourde oreille, la CNAC le traduit en justice**Frans van Hoof, 24 novembre 2009**

Depuis 2005, la Confédération nationale des associations de caféiculteurs (CNAC) attire l'attention du gouvernement burundais sur les dangers et les injustices d'une privatisation du secteur du café, qui ne tient pas suffisamment compte des intérêts des producteurs. Ces derniers se sentent exclus des débats sur ce sujet ; ils n'ont pas été impliqués dans l'étude faite sur le secteur ; le gouvernement ne répond pas aux lettres que la CNAC lui adresse ; la presse nationale ne fait pas écho à ses conférences de presse, alors qu'un premier lot de stations de lavage de café a été vendu à une société privée. La CNAC a alors décidé de traduire le gouvernement en justice.

<http://www.inter-reseaux.org/ressources-thematiques/article/le-gouvernement-fait-la-sourde>

Élevage pastoral : un trésor en mal de considération**L'essor, 26 novembre 2009**

Comment améliorer les revenus des éleveurs ? Que faire pour que l'élevage pastoral ait sa place dans les économies nationales ? Comment parvenir à une législation foncière qui sécurise les acteurs ? Ce sont des questions qui ont été discutées lors de la conférence internationale sur l'accès au marché et la commercialisation des produits de l'élevage pastoral en Afrique de l'Ouest et du Centre.

http://www.essor.gov.ml/jour/cgi-bin/view_article.pl?id=24167

... :: : POLITIQUES COMMERCIALES

Lettre quotidienne d'Afdi sur les négociations OMC

AFDI, décembre 2009

La 7e Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) s'est réunie du 30 novembre au 2 décembre 2009 à Genève (Suisse). L'association Agriculteurs français et développement international (Afdi) relate dans une lettre quotidienne de deux pages les principaux faits de chaque journée, ainsi que des points de vue et éclairages sur cette conférence.

Lettre du 30 nov. : <http://www.inter-reseaux.org/ressources-thematiques/bulletins-d-infos-et-journaux/article/lettre-afdi-quotidienne-de-la>

Lettre du 1 déc. : <http://www.inter-reseaux.org/ressources-thematiques/bulletins-d-infos-et-journaux/article/lettre-afdi-quotidienne-de-la-3980>

Lettre du 2 déc. : <http://www.inter-reseaux.org/ressources-thematiques/bulletins-d-infos-et-journaux/article/lettre-afdi-quotidienne-de-la-3983>

Les pays du Sud signent un accord à la barbe de l'OMC

Liberation.fr, 3 décembre 2009

Personne ne croyait à la conclusion d'un accord final entre les 153 pays qui ont quitté la Conférence de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à Genève. Au terme de trois jours de réunions, de pourparlers et autres séances plénières pour tenter de sortir de l'impasse le cycle de libéralisation du commerce mondial lancé à Doha en 2001 (et qui devait se conclure en 2005), chacun n'a pu que constater les divisions entre le Nord et le Sud. 22 pays du Sud (dont l'Algérie, la Malaisie, le Chili, la Corée du Sud, l'Argentine, le Brésil, la Thaïlande, l'Indonésie, l'Inde...) ont tout de même conclu un accord de coopération prévoyant la réduction de 20% des droits de douane pour leurs échanges entre eux.

<http://www.liberation.fr/economie/0101606390-les-pays-du-sud-signent-un-accord-a-la-barbe-de-l-omc>

Vers la création d'un marché commun pour l'Afrique de l'Est

Le Point, 20 novembre 2009

Les présidents des cinq pays de la Communauté d'Afrique de l'Est (Tanzanie, Kenya, Ouganda, Rwanda et Burundi) ont signé un protocole d'accord pour un marché commun régional censé donner un nouvel élan à leurs échanges commerciaux lorsqu'il entrera en vigueur en juillet 2010.

<http://www.lepoint.fr/actualites-economie/2009-11-20/vers-la-creation-d-un-marche-commun-pour-l-afrique-de-l-est/916/0/397379>

Amadou Niang, ministre du Commerce du Sénégal : « le pays a mis 370 milliards pour soutenir les prix des denrées »

AllAfrica.com, 25 novembre 2009

Dans cet entretien, le ministre du Commerce évoque le passage du Sénégal devant la commission d'examen de la politique commerciale à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Il aborde également la question des subventions des produits agricoles des pays développés, le soutien aux prix des denrées au Sénégal, le système de régulation des marchés mis en place au Sénégal, etc.

<http://fr.allafrica.com/stories/printable/200911250565.html>

Huile de palme raffinée : le Sénégal ferme ses frontières aux produits ivoiriens

News Abidjan, 30 novembre 2009

Le Sénégal a pris le 1er novembre 2009 un décret qui impose des normes strictes pour l'importation d'huile de palme raffinée. Le texte invoquant des motifs de santé publique, fixe un taux d'acides gras saturés de 30%. Les stocks des importateurs ont aussitôt fait l'objet de blocage dans le port de Dakar et toutes les importations en provenance de Côte d'Ivoire ont été stoppées. Mais, pour certains, il s'agit d'une mesure de restriction commerciale non tarifaire que l'Etat sénégalais a prise pour favoriser un opérateur économique (le groupe Sunéor) au détriment d'éventuels concurrents.

<http://news.abidjan.net/h/348380.html?n=348380>

Pour contester la nouvelle norme sur l'huile de palme raffinée, l'Unacois Jappo convoque les scientifiques

Sudonline, 23 novembre 2009

Dans sa dynamique de contestation de la décision gouvernementale de mettre la barre très haute face aux importations massives d'huiles de palme raffinées, les commerçants sénégalais de l'Unacois Jappo n'ont pas lésiné sur les moyens. Ils ont organisé un « dîner-débat scientifique », auquel étaient conviés entre autres les industriels.

<http://www.sudonline.sn/spip.php?article21406>

Le Nigeria ou le paradoxe d'un pays qui importe tout

Romandie News, 4 décembre 2009

En dépit d'un potentiel agricole énorme, le Nigeria, bouleversé par la découverte de pétrole il y a un demi siècle, ne produit plus grand chose à part du brut et dépend largement des importations pour subvenir à ses besoins.

<http://www.romandie.com/infos/news2/091204063050.8pbblwaj.asp>

... :: : POLITIQUES DE COOPERATION

300 000 paysans aux ressources limitées à la lisière du désert en Afrique de l'Ouest sur le point de bénéficier du microdosage des engrais

Agra, 1 décembre 2009

Un programme de 8,9 millions de dollars financé par l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (Agra) et exécuté à travers des partenariats au Burkina Faso, au Mali et au Niger devrait permettre à 300 000 ménages de paysans d'augmenter durablement leurs rendements céréaliers et leurs revenus. Ce programme s'appuie entre autres sur la diffusion des techniques de microdosage d'engrais pour accroître la productivité agricole, le renforcement des organisations paysannes, le warrantage et l'extension du microcrédit aux distributeurs d'intrants villageois.

<http://www.reliefweb.int/rw/rwb.nsf/db900SID/EDIS-7Y7NBN?OpenDocument>

... :: : SECURITE ALIMENTAIRE

FAO : 31 pays ont besoin d'une aide alimentaire d'urgence

FAO, 10 novembre 2009

Dans plusieurs pays africains, les prix alimentaires demeurent obstinément élevés, en dépit d'une bonne production céréalière mondiale en 2009. Malgré une forte diminution des prix alimentaires mondiaux depuis leur niveau record de 2007-2008, les prix du blé et du maïs se sont raffermis en octobre et les prix du riz à l'exportation sont nettement supérieurs aux niveaux d'avant la crise. Par exemple, sur les marchés de Bamako, Ouagadougou et Niamey, les prix du mil étaient respectivement supérieurs de 35, 42 et 21% à ceux de la période correspondante de 2007. Le riz importé coûtait de 22 à 46% plus cher.

<http://www.un.org/apps/newsFr/storyF.asp?NewsID=20555&Cr=alimentation&Cr1=>

Bulletin spécial sur les résultats prévisionnels de la campagne agricole 2009-2010 au Burkina Faso

SISA, 3 décembre 2009

La campagne agricole 2009-2010 a connu un retard d'installation dans toutes les régions du Burkina. C'est à partir de mi-juillet qu'elle s'est définitivement installée. Ce démarrage difficile, avec des précipitations normales à déficitaires, conduit à une campagne 2009-2010 dont l'équilibre est jugé précaire.

<http://www.sisa.bf/sisa/spip.php?article402>

... :: : COMMERCIALISATION DES PRODUCTIONS

Le Sahel peut nourrir le Sahel

Lefaso.net, 4 décembre 2009

Du riz du maïs, du mil, du sorgho, voici ce qu'ils sont venus vendre ou acheter. Ils sont producteurs, transformatrices, vendeurs ou acheteurs. Nous sommes à la foire céréalière internationale de Ouagadougou. La deuxième édition de cette rencontre annuelle, se tient sous l'égide de l'APROSAC (Association pour la promotion de la sécurité et de la souveraineté alimentaires) et réunit maliens, nigériens, ghanéens, ivoiriens, congolais, togolais, béninois, français et burkinabè.

<http://www.lefaso.net/spip.php?article34332&rubrique3>

L'économie laitière en France et dans le monde. Approche géographique (E. Calvez)

Café Géo, 30 novembre 2009

Une note de lecture riche et intéressante sur le récent ouvrage du géographe breton Eugène Calvez. Le travail d'Eugène Calvez donne un aperçu des filières laitières dans le monde par petites touches. Il donne une idée des préoccupations qui agitent le monde du lait, des éleveurs aux industriels et aux distributeurs avec, particularité de ce livre, une approche internationale par une étude assez fine de grands groupes. On entre également dans les coulisses de quelques grandes sociétés qui mettent sur le marché de plus en plus de produits très sophistiqués, vendant avec talent et imagination cette image du frais, du naturel, ce quelque chose d'essentiel porté par le lait !

http://www.cafe-geo.net/article.php?id_article=1753

La production de yaourt relance la filière lait

L'express de Madagascar, 2 décembre 2009

A Madagascar, la production laitière ne s'élève qu'à 40 millions de litres par an, alors que les besoins nationaux sont estimés à 100 millions de litres, les malgaches ne consommant pour l'instant que 5 litres de lait en moyenne par an et par habitant. Pour développer la filière, production, transformation et consommation sont ainsi fortement encouragées.

<http://www.lexpressmada.com/display.php?p=display&id=31664>

Production laitière : un filon à exploiter

Spore n°144, CTA, décembre 2009

Le secteur laitier international a connu ces dernières années une croissance spectaculaire. Mais les pays du Sud ont du mal à obtenir des rendements élevés constants et la production laitière locale pâtit des importations de lait en poudre à bas prix. Mettre l'accent sur les produits locaux est une réponse possible, à combiner avec plus d'investissements pour soutenir la production, la transformation et le commerce.

http://spore.cta.int/index.php?option=com_content&task=view&lang=fr&id=1063&catid=9

Campagne cotonnière 2009-2010 : Les raisons d'une baisse de la production

Lefaso.net, 26 novembre 2009

Pour cette campagne 2009-2010, les cotonculteurs du Burkina n'ont pu atteindre les prévisions des 500 000 tonnes. Si la pluviométrie n'a pas été aussi clémente que ce que l'on pouvait espérer, cette baisse de la production pourrait également s'expliquer par la gestion maladroite des intrants mis à la disposition des producteurs par la Sofitex.

<http://www.lefaso.net/spip.php?article34235>

... :: : FACTEURS DE PRODUCTION

CNOP Infos n°6

CNOP Mali, novembre 2009

Ce bulletin d'information de la Coordination nationale des organisations paysannes du Mali (CNOP) aborde le thème des méthodes de sélection participative des céréales pour la souveraineté alimentaire, ainsi que la gouvernance de la recherche sur l'agriculture et l'alimentation.

<http://www.inter-reseaux.org/ressources-thematiques/bulletins-d-infos-et-journaux/article/cnop-infos-no6-sept-oct-2009>

Pour la révolution rizicole africaine : l'espoir du Nerica

Walf Fadjri, 25 novembre 2009

Les variétés Nerica (« Nouveaux riz pour l'Afrique »), du Centre du riz pour l'Afrique (ex Adrao) sont souvent présentées comme l'espoir du continent africain pour faire sa révolution rizicole. Le rendement moyen de sa variété pluviale avoisinerait les 3 tonnes à l'hectare. Et dans des conditions favorables, il pourrait atteindre les 5 tonnes à l'hectare. Les variétés des bas-fonds ou irriguées produiraient jusqu'à 8 tonnes à l'hectare. En complément de cet article, il serait intéressant d'avoir à ce sujet plus de témoignages et de réactions, en particulier des organisations paysannes.

http://www.walf.sn/economique/suite.php?rub=3&id_art=60129

Des politiques foncières adaptées permettent de réduire les risques de l'appropriation massive des terres : le cas du Niger (M. Abdoul Karim Mamalo)

AGTER, 30 novembre 2009

Face aux phénomènes d'accaparements fonciers dans de nombreux pays du monde, l'expérience du Niger redonne de l'espoir et montre une des voies possibles. Le Niger s'est doté depuis plus de 20 ans d'une politique foncière originale qui reconnaît la validité des droits coutumiers. Le pays a mis progressivement en place des mécanismes de construction concertée de nouvelles formes de gouvernance du foncier, qui impliquent les différentes parties prenantes (chefs coutumiers, agriculteurs, éleveurs, institutions de l'Etat, société civile, élus). Le secrétaire permanent du code rural rappelle les principales caractéristiques de cette politique. En décrivant rapidement la tentative avortée de prise de contrôle de 15 000 ha parmi les meilleures terres du Niger par des investisseurs saoudiens, il explique en quoi de telles politiques peuvent permettre d'éviter la mise en place de contrats qui lèseraient les intérêts des populations.

<http://www.agter.asso.fr/spip.php?article376>

Faut-il risquer son argent dans les terres maliennes ?

Défis Sud n°91, SOS Faim, novembre 2009

Le Mali attire de nouveaux investisseurs qui lorgnent la terre. Chinois, Américains, Libyens et Sud-Africains convoiteraient des milliers d'hectares dans la zone de l'Office du Niger, un organisme public géré par l'état malien. Le phénomène de « l'accaparement des terres » prend-il de l'ampleur au Mali ? Que faut-il faire pour promouvoir l'agriculture paysanne auprès du gouvernement de Bamako ? Réponses avec le juriste malien Moussa Djiré.

http://www.sosfaim.be/pdf/fr/ds91/moussa_djire_mali_terre_accaparement.pdf

Mali : les craintes de spoliation de terres perdurent

IRIN, 2 décembre 2009

Au Mali, le gouvernement a approuvé des baux à long terme permettant à des investisseurs extérieurs de mettre en valeur plus de 160 000 hectares de terre. Des responsables du gouvernement disent que le pays ne pourrait pas exploiter ses terres cultivables sans cette mesure, mais des agriculteurs locaux ont peur d'être chassés.

<http://www.irinnews.org/fr/reportfrench.aspx?Reportid=87299>

L'accaparement des terres et la crise alimentaire mondiale

GRAIN, décembre 2009

Les acquisitions par des multinationales ou des Etats de vastes zones cultivables à l'étranger et à long terme, pour produire des denrées de base destinées à l'exportation, se multiplient. GRAIN propose une présentation illustrée de la tendance à l'accaparement des terres dans le monde, avec des tableaux et des chiffres.

http://docs.google.com/present/view?id=dfgdp9f7_7dks5bch4&interval=20

Quand l'épargne se met au service des jeunes agriculteurs

Bastamag, 3 décembre 2009

En France, le prix des terres agricoles s'envole. La spéculation foncière rend de plus en plus difficile l'installation de jeunes agriculteurs alors que la France importe désormais 50% de ses produits biologiques. En proposant de se servir de l'épargne solidaire, l'association Terre de liens tente de développer un système alternatif, favorisant l'installation de paysans, le respect de l'environnement et la relocalisation de l'agriculture.

<http://www.bastamag.net/spip.php?article765>

Aux Etats-Unis, la généralisation des OGM aboutirait à une surutilisation de pesticides

Le Monde, 28 novembre 2009

Les organismes génétiquement modifiés (OGM) permettent-ils de réduire la consommation de pesticides ? L'argument, contesté par les écologistes, est mis en avant par les entreprises de semences transgéniques. Une étude, publiée en novembre par The Organic Center, un centre de recherche américain opposé aux biotechnologies, ravive ce débat en affirmant que la généralisation du soja, du maïs, et du coton OGM aux Etats-Unis depuis 1996 a abouti à une surconsommation de pesticides de 144 000 tonnes (soit deux fois la quantité utilisée par an en France).

http://www.lemonde.fr/planete/article/2009/11/28/aux-etats-unis-la-generalisation-des-ogm-aboutirait-a-une-surutilisation-de-pesticides_1273432_3244.html

Les paysans peuvent refroidir la planète

GRAIN, décembre 2009

Une présentation avec des données concises sur l'importance du rôle de l'industrie dans la crise climatique et sur la façon dont le problème peut être résolu par des marchés locaux, diversifiés et à petite échelle.

http://docs.google.com/present/view?id=dfgdp9f7_151fnf687hb&interval=20

TIC : de l'engrais au compte gouttes pour l'agriculture africaine

FEPASSI, novembre 2009

Une vidéo sur l'expérience de la Fédération des producteurs agricoles de la Sissili (Fepassi) au Burkina Faso, dans le domaine des Technologies de l'information et de la communication (TIC).

<http://www.inter-reseaux.org/ressources-thematiques/article/tic-de-l-engrais-au-compte-gouttes>

Manuel pratique du semis direct à Madagascar

Cirad, 19 novembre 2009

L'unité de recherche du Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad) sur le semis direct sur couverture végétale permanente (SCV) a mis en ligne les différents chapitres d'un manuel pratique du semis direct à Madagascar : principes et fonctionnement du semis direct ; gestion des systèmes en semis direct ; le choix des associations et successions ; le choix des itinéraires techniques ; comment proposer aux agriculteurs des systèmes SCV adaptés à leurs besoins et contraintes.

http://agroecologie.cirad.fr/pampa_et_projets/madagascar#librairie

... :: : LES REFERENCES INCONTOURNABLES

Le Congo sera rural ou ne sera pas

Défis Sud n°91, octobre – novembre 2009

La République démocratique du Congo (RDC) est un pays planté au milieu de l'Afrique centrale, dont les possibilités agricoles et rurales sont énormes. Les dirigeants de la RDC doivent cependant dépasser une vision extractive de l'économie et renforcer les véritables forces productrices, essentiellement agricoles, tout en sauvegardant le fabuleux patrimoine naturel du pays. En élaborant un Code agricole, le gouvernement congolais affiche l'ambition de se doter de moyens pour relancer l'agriculture, la pêche et l'élevage. Ce dossier fait le point sur les atouts dont disposent les autorités congolaises et sur les obstacles qu'elles auront à surmonter.

http://www.sosfaim.be/pages_be/fr/publications/defissud/publications_ds91.html

Nouveau site web de l'Ipar

Visitez le nouveau site web de l'Initiative prospective agricole et rurale (Ipar), un espace de réflexion, de dialogue et de proposition pour des politiques agricoles et rurales concertées au Sénégal et dans la région ouest-africaine. Une rubrique du site est en particulier consacrée à la revue de presse, qui a pour objectif de vulgariser des informations sur l'économie, les politiques agricoles et rurales, les filières, etc. Elle permettra à l'Ipar de jouer son rôle de veille stratégique sur des questions relatives à l'agriculture et au monde rural.

<http://www.ipar.sn/spip.php>

Déclaration du forum des mouvements sociaux, ONG et organisations de la société civile en parallèle au Sommet de la FAO sur la sécurité alimentaire

Souveraineté alimentaire des peuples, novembre 2009

« Nous, 642 personnes venant de 93 pays et représentant 450 organisations de paysans et agriculteurs familiaux, petits pêcheurs, pastoralistes, peuples autochtones, jeunes, femmes, urbains, ouvriers agricoles, ONG locales et internationales et autres acteurs sociaux, nous sommes réunis à Rome du 13 au 17 novembre 2009, unis par notre détermination à œuvrer pour revendiquer la Souveraineté alimentaire au moment où le nombre croissant des personnes souffrant de la faim a atteint le seuil du milliard de personnes. La Souveraineté alimentaire est la solution efficace à la tragédie de la faim dans notre monde. »

http://peoplesforum2009.foodsovereignty.org/sites/peoplesforum2009.foodsovereignty.org/files/Final_Declaration-FR.pdf

Bulletin de veille coordonné par Joël Teyssier.

Si vous avez des ressources intéressantes à partager en réseau, écrivez nous à veille@inter-reseaux.org

Vous pouvez vous inscrire au bulletin de veille sur le site d'Inter-réseaux.

Vous pouvez rechercher sur le site d'Inter-réseaux toutes les références parues dans les bulletins de veille, par thématique.

Inter-réseaux, le 3 décembre 2009

Avec le soutien de : Direction Générale de la Coopération au Développement, Ministère des Affaires Etrangères (Belgique), Ministère des Affaires Etrangères (Luxembourg), SOS Faim Belgique et SOS Faim Luxembourg